

# Sur la position du P. C. I.

par A. GOLDMAN, C. MILLNER, F. MORROW

Nous féliciterons le P.C.I. d'avoir rejeté la position sectaire du S.I. qui avait appelé le P.C.I. à voter contre l'adoption de la constitution proposée au peuple français par la majorité socialo-communiste de l'Assemblée Constituante. Nous félicitons le P.C.I. d'avoir rejeté la position aussi sectaire et politiquement plus stupide même, de ceux qui proposaient le boycott du référendum sur la constitution.

Le P.C.I. eut entièrement raison de demander aux masses de voter OUI au référendum.

Le problème posé au P.C.I. par le référendum n'était pas un problème de principe, mais concernait nos revendications transitoires pour un *gouvernement P.S., P.C. et une assemblée unique.*

Il ne s'agissait pas de soutenir le socialisme contre le capitalisme mais de pousser plus avant la division entre la classe ouvrière et la bourgeoisie qui s'était aggravée sur le problème de la constitution.

Le vote sur la constitution était devenu un conflit entre la classe ouvrière et la bourgeoisie. La coalition du P.S. et du P.C. avec le M.R.P. bourgeois se rompit sur cette question si bien que les organisations ouvrières seules restèrent pour l'adoption de la constitution alors que le monde bourgeois tout entier fut contre. Ainsi le vote sur la constitution eut une épreuve de force entre le prolétariat et la bourgeoisie.

En tête des divergences se trouvait la question de l'Assemblée unique. C'était sur cette question que le M.R.P. avait rompu et rejoint l'opposition à la constitution, lorsque la majorité Soc-com avait inclus l'Assemblée unique dans la constitution, la classe capitaliste était contre l'Assemblée unique, parce qu'elle signifiait l'élimination du Sénat et l'annulation des pouvoirs du président de la République.

L'Assemblée Unique souveraine cumulant les pouvoirs législatif et exécutif n'avait jamais cessé de faire partie du programme d'action des révolutionnaires prolétariens. Depuis plus longtemps encore elle fait partie de la tradition révolutionnaire des masses françaises. Elle constitue un grand pas en avant dans l'affaiblissement de l'appareil de l'Etat bourgeois. Ce n'est pas par hasard que la coalition des partis ouvriers et du M.R.P. s'est rompue sur cette question.

En soi, la revendication démocratique pour l'Assemblée Unique n'aurait pas été suffisante pour que nous votions OUI. Dans le cas, peu probable où le M.R.P. se fût incliné devant la majorité de l'Assemblée Constituante sur cette question, et où la constitution eût été soutenue par une coalition de front populaire, il aurait été nécessaire de donner la priorité à la lutte contre la coalition et de voter contre la constitution. Mais ce n'est pas ainsi que cela se passe et pour cause.

La recommandation du P.C.I. aux ouvriers de voter Oui, n'impliquait pas le plus petit accord avec le contenu de la constitution socialo-communiste non plus que de voter pour un gouvernement P.S., P.C. n'implique l'accord avec leur politique. Dans chacun de ces cas il s'agit de partir de la situation donnée afin de faire progresser la lutte, de s'unir aux masses, non en leur donnant des directives abstraites mais en partageant et en critiquant leurs expériences politiques. Ainsi les trotskystes au lieu d'apparaître aux masses en essayant de leur imposer, comme un ultimatum le programme socialiste, démontrent qu'ils sont prêts à les aider à progresser.

Avoir appelé les masses à voter NON eût été affirmer par là qu'elles sont en train de sortir du cadre de la démocratie bourgeoise pendant que la bourgeoisie sur la défensive tente de les retenir à l'intérieur du cadre de cette démocratie bourgeoise par une ruse politique. La situation réelle en France et, généralement en Europe prouve le contraire. C'est la bourgeoisie qui prend l'offensive et cherche à reprendre son appareil politique des partis ouvriers collaborationnistes, tandis que le prolétariat est sur la défensive.

Dans une telle situation un Parti marxiste révolutionnaire ne détermine pas la tactique d'après le principe abstrait que nous sommes opposés à une constitution bourgeoise, mais sur la base de la lutte qui s'engage actuellement entre la classe ouvrière et la classe capitaliste. C'eût été une catastrophe pour le parti révolutionnaire s'il était apparu comme portant la responsabilité de la défaite de la constitution réclamée par les travailleurs et par les seuls partis ouvriers.

La défaite de la constitution est une victoire pour la bourgeoisie. Les sectaires essaient de minimiser ce fait en proclamant que le seul résultat

de cette défaite est de mettre la France... à nouveau dans la situation où ce pays se trouvait il y a 7 mois. Ici apparaît l'aveuglement tactique politiquement criminel des sectaires du S.I. et de la majorité du S.W.P. La défaite de la Constitution marque un point crucial dans le développement de la situation: la bourgeoisie fait un pas en avant dans sa lutte pour arracher aux partis ouvriers tout contrôle du gouvernement. La bourgeoisie a réussi à séparer des ouvriers une partie importante de la petite bourgeoisie et même des sections d'ouvriers socialistes que la peur de la dictature stalinienne aveugle. La défaite de la constitution est la défaite de ceux qui veulent un gouvernement des partis socialiste et communiste lequel représente la prochaine étape nécessaire pour sortir le prolétariat français de l'impasse où il se trouve.

Nous sommes persuadés que notre parti n'a donné qu'un appui critique au OUI faisant ressortir aux ouvriers que l'adoption de la constitution ne pouvait résoudre les problèmes qui ne peuvent l'être que si les ouvriers prennent le pouvoir, nationalisent la propriété et établissent une véritable démocratie ouvrière. En appuyant le OUI le P.C.I. était en mesure de presser les travailleurs de réclamer de leurs partis que l'adoption de la constitution soit suivie de la formation d'un gouvernement comprenant seulement ces partis qui votèrent OUI, c'est-à-dire un gouvernement P.S., P.C. En appuyant le OUI, le P.C.I. était en mesure d'appeler les travailleurs à réclamer de leurs partis le programme qui assurerait la victoire du OUI: un programme agraire qui gagnerait la paysannerie à la cause des ouvriers, un programme de nationalisation de l'industrie, de démocratie ouvrière pour inciter les travailleurs à tendre tous leurs efforts en vue d'assurer la victoire de la majorité socialo-communiste à la Constituante. Ainsi, la position du OUI permettait au P.C.I. de proposer un programme révolutionnaire en des termes qui pouvaient apparaître comme réalistes aux masses françaises dans la situation présente.

Mai 1946.

A. GOLDMAN, C. MILLNER,

F. MORROW.